

Abdelouahed MANAF



**PROBLEMES
DU
COUPLE MIXTE
FACE AU DROIT
ET
A LA SOCIETE**

(cas franco-marocain)

Préface

Abderrahman AMALOU

Professeur à la Faculté de Droit de Casablanca

Enregistré le	20.06.93
N° d'Inventaire	788/2
Cote	301.425
	FED/064/570

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	13
PARTIE I - L'IMPACT DU MARIAGE MIXTE SUR LE DROIT FAMILIAL	
I - LE MARIAGE MIXTE ET LE PROBLEME DE LA POLYGAMIE ...	21
SECTION I - LA VALIDITE DU MARIAGE MIXTE AU MAROC.....	24
§ I - Le mariage est célébré au Maroc.....	24
A - Les conditions de fond et de forme du mariage.....	25
B - Les sanctions de l'inobservation des conditions de fond et de forme.....	28
§ II - Le mariage est célébré en France.....	29
A - Le mariage célébré devant l'officier de l'état-civil.....	29
B - Le mariage consulaire.....	30
SECTION II - LE CAS PARTICULIER DU MARIAGE MIXTE ENTRE UN FRANÇAIS ET UNE MAROCAINE.....	32
A - Formalités administratives.....	33
B - La valeur juridique en France de la conversion de l'époux français.....	33
SECTION III - LA DELICATE QUESTION DE LA POLYGAMIE.....	35
§ I - Le cas du mari marocain époux d'une française.....	35
A - La polygamie a été contractée au Maroc.....	35
B - La polygamie a été contractée en France.....	36
§ II - Le cas du mari français époux d'une marocaine.....	37*
SECTION IV - LE REGIME MATRIMONIAL DES MENAGES MIXTES.....	38
§ I - Le régime matrimonial dans les deux législations.....	38
§ II - La détermination du régime matrimonial des ménages mixtes.....	38 入
II - LE REGIME DU DIVORCE ET LE CAS INSOLITE DE LA REPUDIATION.....	41
SECTION I - LE DOMICILE DES EPOUX SE TROUVE AU MAROC.....	45
Sous-section I - La loi applicable et le tribunal compétent.....	45
§ I - La loi applicable.....	45
§ II - Le tribunal compétent.....	45

LISTE DES ABREVIATIONS

B.O	Bulletin officiel du Royaume du Maroc
Bull. Civ.	Bulletin des arrêts de la chambre civile de la cour de cassation française
Circ.	Circulaires ministérielles
C. Civ.	Code civil français
Clunet	Journal du droit international
C. Com.	Code de commerce
C.G.I.	Code Général des Impôts
C.N.F.	Code de la nationalité française
C.N.M.	Code de la nationalité marocaine
C.P.	Code pénal
CPC.	Code de procédure civile
Cour Cass.	Cour de cassation française
CSP.	Code du statut personnel et des successions
D.	Dalloz
DCC.	Dahir sur la condition civile des français et des étrangers au Maroc
GP.	Gazette du palais
GTM.	Gazette des tribunaux du Maroc
JCP.	Semaine juridique
J.O.	Journal officiel de la République Française
Juris.	Jurisqueuseur de droit comparé
RASJEP.	Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques
RCDIP.	Revue critique de droit international privé
Rep. Minist.	Réponse ministérielle
Rev. Belge	Revue belge de droit international
RIDC.	Revue internationale de droit comparé
RJPEM.	Revue juridique, politique et économique du Maroc
RJPOM.	Revue juridique et politique d'Outre-Mer
RJPUC.	Revue juridique et politique, union et coopération
RJPUF.	Revue juridique et politique, union française
RMD.	Revue marocaine de droit
RMDED.	Revue marocaine de droit et d'économie du développement
Rep. Not.	Répertoire du notariat (défrenois)
RTD.	Revue tunisienne de droit
TCFDIP.	Travaux du comité français de droit international privé
TGI.	Tribunal de grande instance

Sous-Section II - Les cas de dissolution du lien conjugal.....	47
§ I - La répudiation.....	47
§ II - Le divorce judiciaire.....	49
Sous-Section III - Les effets de la dissolution du lien conjugal.....	50
§ I - Les effets quant à la personne des époux.....	50
A - Le mariage des époux.....	50
B - L'usage du nom du mari par la femme.....	50
C - Incidence de la dissolution sur la nationalité de la femme.....	50
§ II - Les effets quant aux biens des époux.....	51
A - Incidence de la dissolution sur les régimes matrimoniaux.....	51
B - La pension alimentaire.....	51
§ III - Les effets à l'égard des tiers.....	53
Sous-Section IV - La reconnaissance des jugements de divorce et des répudiations par les tribunaux français.....	54
§ I - Exequatur des jugements de divorce et des répudiations.....	54
§ II - La procédure de l'exequatur.....	56
§ III - Les effets des jugements revêtus de l'exequatur.....	56
SECTION II - LE DOMICILE DES EPOUX SE TROUVE EN FRANCE	58
Sous-Section I - La loi applicable et le tribunal compétent.....	58
§ I - La loi applicable.....	58
§ II - Le tribunal compétent.....	58
Sous-Section II - Les cas de dissolution du lien conjugal.....	60
§ I - Le divorce par consentement mutuel.....	60
A - Le divorce demandé par les deux époux.....	60
B - Le divorce demandé par l'un et accepté par l'autre.....	60
§ II - Le divorce pour rupture de vie commune.....	61
§ III - Le divorce pour faute.....	61
Sous-Section III - La procédure du divorce.....	62
§ I - La tentative de conciliation.....	62
§ II - Les mesures provisoires.....	63
§ III - Les preuves.....	63
Sous-Section IV - Les effets de la dissolution du lien conjugal.....	64
§ I - Les effets quant à la personne des époux.....	64
A - Le remariage des époux.....	64
B - L'usage du nom du mari par la femme.....	64
C - Incidence de la dissolution sur la nationalité des époux.....	65
§ II - Les effets quant aux biens des époux.....	65
A - La liquidation du régime matrimonial.....	65
B - La pension alimentaire et la prestation compensatoire.....	65
C - Le sort des avantages matrimoniaux.....	67
D - L'attribution du logement familial.....	68
§ III - Les effets à l'égard des tiers.....	68

Sous-Section V - La reconnaissance des jugements de dissolution du lien conjugal par les tribunaux marocains.....	70
§ I - Le contrôle du juge de l'exequatur.....	70
A - Quant à la compétence législative et juridictionnelle.....	70
B - Quant à la régularité de la procédure.....	70
C - Quant à la non-contrariété à l'ordre public.....	71
§ II - La procédure de l'exequatur.....	71
§ III - Les effets du jugement revêtu de l'exequatur.....	71

**PARTIE II - L'ENFANT ISSU D'UNION MIXTE
DEVANT LA COMPLEXITE DES
PROBLEMES JURIDIQUES**

I - LE DROIT DE GARDE ET SES COMPLICATIONS DUES AUX DEPLACEMENTS OU AUX RETENTIONS ILLICITES.....	75
SECTION I - LA GARDE DES ENFANTS.....	78
§ I - Au Maroc.....	78
§ II - En France.....	78
§ III - Le système de coopération judiciaire entre les deux Etats.....	79
A - Exécution des décisions rendues dans les deux Etats.....	80
B - Exception d'ordre public.....	81
SECTION II - LES DEPLACEMENTS OU LES RETENTIONS ILLICITES D'ENFANTS.....	82
§ I - Les causes du phénomène.....	82
§ II - Les solutions du phénomène.....	83
II - LA FILIATION ET L'ADOPTION.....	85
SECTION I - L'ENFANT LEGITIME.....	88
Sous-Section I - Le contentieux relatif à la filiation légitime.....	89
§ I - Le désaveu de paternité.....	89
§ II - La contestation de paternité légitime.....	90
§ III - La réclamation d'état d'enfant légitime.....	91
Sous-Section II - Les conflits de lois résultant des divergences des deux systèmes.....	92
§ I - Quant au désaveu de paternité.....	92
§ II - Quant à la contestation de paternité légitime.....	92
§ III - Quant à la réclamation d'état d'enfant légitime.....	92
SECTION II - L'ENFANT NATUREL.....	93
Sous-Section I - Le contentieux de la filiation naturelle.....	94
§ I - L'action en recherche de paternité naturelle.....	94
§ II - La reconnaissance de paternité et de parenté.....	95
§ III - L'action à fins de subsides.....	95
§ IV - La légitimation.....	96

Sous-Section II - Les effets de la filiation naturelle sur la personne de l'enfant.....	97
§ I - Le nom de l'enfant naturel.....	97
§ II - La nationalité de l'enfant naturel.....	97
§ III - Le livret de famille et d'état-civil.....	97
§ IV - Les droits successoraux de l'enfant naturel.....	98
Sous-Section III - La reconnaissance au Maroc des décisions rendues par les tribunaux français.....	99
SECTION III - L'ADOPTION.....	101
Sous-Section I - La procédure de l'adoption.....	102
§ I - La requête en adoption.....	102
§ II - L'acte et le jugement d'adoption.....	102
§ III - La publicité des actes et jugements d'adoption.....	103
§ IV - La révocation de l'adoption.....	103
Sous-Section II - Les effets de l'adoption.....	104
Sous-Section III - Les adoptions entre le Maroc et la France.....	105
A - Le ménage mixte se trouve domicilié au Maroc.....	106
B - Le ménage mixte se trouve domicilié en France.....	106
III - LA TUTELLE ET L'AUTORITE PARENTALE.....	109
SECTION I - EXERCICE DE LA TUTELLE ET DE L'AUTORITE PARENTALE.....	112
Sous-Section I - Le cas où les père et mère de l'enfant sont vivants.....	112
§ I - Les droits sur la personne du mineur.....	112
§ II - Les droits sur les biens du mineur.....	112
A - La position de la loi marocaine.....	113
B - La position de la loi française.....	113
Sous-Section II - Le cas où les père et mère de l'enfant sont tous deux décédés.....	115
§ I - Organisation de la tutelle dans les deux systèmes.....	115
A - Les organes de la tutelle communs aux deux systèmes.....	115
B - Les organes de la tutelle propres à chacun des deux systèmes.....	117
§ II - Ouverture de la tutelle.....	118
A - Formalités.....	118
B - Les actes de gestion subordonnés à l'autorisation du juge ou aux organes tutélaires.....	119
§ III - Fin de la tutelle.....	120
SECTION II - EMANCIPATION DU MINEUR.....	121
A - L'émancipation en droit marocain.....	121
B - L'émancipation en droit français.....	121
SECTION III - LES CONFLITS DE LOIS RESULTANT DE L'APPLICATION DES DEUX SYSTEMES.....	123

**PARTIE III - LES PROBLEMES QUE POSENT LA
MULTIPLICITE DES REGIMES JURIDIQUES**

I - LE PROBLEME DE LA DEFINITION DU STATUT DE L'ENFANT : LES DIFFICULTES LIEES A SON ETAT CIVIL.....	127
SECTION I - LA DECLARATION DE NAISSANCE.....	130
SECTION II - LE CHOIX DU PRENOM ET SON CHANGEMENT....	131
§ I - Le choix du prénom.....	131
§ II - Le changement du prénom.....	131
SECTION III - L'IMMATRICULATION CONSULAIRE.....	133
II - LE PROBLEME DE LA NATIONALITE.....	135
SECTION I - APERÇU SUR LA SPECIFICITE DE LA NATIONALITE DANS LES DEUX LEGISLATIONS.....	138
SECTION II - LE REGIME JURIDIQUE DE LA NATIONALITE.....	141
§ I - Les modes d'acquisition de la nationalité.....	141
A - Acquisition de la nationalité par filiation.....	141
B - Acquisition de la nationalité par mariage.....	142
§ II - La perte et la déchéance de la nationalité.....	142
A - La perte de la nationalité.....	142
B - La déchéance de la nationalité.....	144
§ III - Le contentieux de la nationalité.....	145
SECTION III - LA NATIONALITE DES ENFANTS ISSUS D'UNION MIXTE OU LA DOUBLE NATIONALITE.....	148
§ I - Le régime juridique de la double nationalité.....	148
§ II - Les inconvénients de la double nationalité.....	149
III - LA PRESERVATION DES DROITS DU COUPLE ET DE L'ENFANT MIXTE.....	153
SECTION I - AU NIVEAU DES SUCCESSIONS.....	154
Sous-Section I - Généralités.....	155
§ I - Ouverture de la succession.....	155
§ II - La loi applicable.....	155
§ III - Le tribunal compétent.....	157
Sous-Section II - La dévolution successorale selon les deux systèmes....	158
§ I - Les qualités requises pour hériter.....	158
§ II - Les divers ordres d'héritiers.....	158
§ III - Les options héréditaires.....	159
§ IV - Etude de cas pratiques.....	160
Sous-Section III - Etude de cas particuliers.....	166
§ I - Les droits du conjoint survivant.....	166
§ II - Polygamie et succession.....	167
§ III - Les droits de l'enfant naturel.....	168
§ IV - Les droits de l'enfant adoptif.....	169

Sous-Section IV - La liquidation et le partage.....	170
§ I - La liquidation de la succession.....	170
A - La liquidation de la succession au Maroc.....	170
B - La liquidation de la succession en France.....	170
§ II - Le partage de la succession.....	171
A - Le partage amiable.....	171
B - Le partage judiciaire.....	172
§ III - Exemple d'une liquidation de succession.....	172
A - Le décès a lieu au Maroc.....	173
B - Le décès a lieu en France.....	174
SECTION II - AU NIVEAU DES TESTAMENTS.....	178
§ I - Le testament selon les deux législations.....	178
§ II - La forme des testaments.....	178
A - Le testament olographe.....	178
B - Le testament authentique ou public.....	180
C - Le testament mystique.....	180
D - Le testament verbal.....	180
§ III - Les conditions de validité du testament.....	181
A - La qualité du testateur.....	181
B - La qualité du légataire.....	181
§ IV - La révocation du testament.....	182
§ V - Les institutions de légataires.....	182
A - En droit marocain.....	182
B - En droit français.....	182
§ VI - L'exécuteur testamentaire.....	183
§ VII - L'exécution des testaments faits dans l'un ou l'autre Etat.....	183
A - Exécution au Maroc du testament fait en France.....	183
B - Exécution en France du testament fait au Maroc.....	184
§ VIII - Formalité.....	184
A - Au Maroc.....	184
B - En France.....	185
SECTION III - AU NIVEAU DES DONATIONS.....	186
§ I - Les conditions de validité des donations.....	186
A - Les conditions tenant à la qualité des parties.....	186
B - Les conditions relatives à l'acte de donation.....	187
§ II - La forme des donations.....	188
A - En droit marocain.....	188
B - En droit français.....	188
§ III - La révocation des donations.....	188
A - Le principe.....	188
B - L'exception.....	188
§ IV - Cas pratique : exemple d'une succession ouverte en France et comportant des donations en faveur des héritiers.....	189

§ V - La loi applicable aux donations consenties dans un ménage mixte.	192
A - La donation est faite au Maroc.....	192
B - La donation est faite en France.....	192
§ VI - Peut-on déshériter les enfants et le conjoint survivant ?.....	193
A - L'exhérédation des enfants.....	193
B - L'exhérédation du conjoint survivant.....	194
Bibliographie.....	195
Liste des abréviations.....	208
Table des matières.....	211